

L'Étincelle



PSA Poissy

Lundi 7 juillet 2014

*Pour la construction d'un parti des travailleurs
communiste et révolutionnaire*

Les Guignols de l'intox

La « *conférence sociale* » qui s'ouvre ce lundi ne risque pas de faire de l'ombre au Festival d'Avignon. Les acteurs de cette mauvaise farce ne sont pas des intermittents en lutte, mais les « *partenaires sociaux* », patrons, gouvernement et syndicats convoqués cette année encore pour négocier les prochains reculs sociaux que Hollande et Valls comptent imposer aux travailleurs. En particulier le « *Pacte de responsabilité* » et ses 41 milliards de baisse d'impôts offerts au patronat.

Courbettes du gouvernement

Ce sont les représentants du patronat qui ont ouvert le bal fin juin, en exigeant du gouvernement qu'il revienne notamment sur la mise en place du « *compte pénibilité* », censé permettre à certains salariés de partir plus tôt à la retraite, et sur la limitation du temps partiel à 24 heures minimum. Pierre Gattaz, président du Medef, faisant planer la menace d'un boycott de la Conférence sociale.

Il n'en fallait pas plus pour que Valls donne la réplique aux patrons... en satisfaisant à toutes leurs revendications. La pénibilité ne serait plus prise en compte dans certains secteurs comme le bâtiment. Quant à la réforme des temps partiels, qui multipliait les dérogations, notamment pour les étudiants et les intérimaires, c'était déjà du pain béni pour le patronat. Toujours serviable, Valls a proposé de faciliter les contrats de moins de 24 heures établis avec l'accord du salarié... qui n'a généralement pas le choix entre travailler moins et se retrouver au chômage.

Clou du spectacle : Valls, dans le rôle du larbin de service, rappelle ses 41 milliards de cadeaux aux patrons, annonce la refonte du droit du travail et de nouvelles aides aux entreprises. Pour conclure : « *Jamais de tels engagements n'ont été pris à ce niveau !* »

Postures plaintives et boycott... « partiel » des dirigeants syndicaux

Les dirigeants syndicaux pleurent : on a oublié de les consulter ! Ils ne dénoncent pas la mascarade du « *dialogue social* » dont la seule fonction est de faire passer la politique anti-ouvrière du gouvernement en la faisant valider par tout ou partie des syndicats. Non, ce qu'ils dénoncent, c'est le « *manque* » de dialogue social ! Suite à la menace de boycott du Medef la semaine dernière, pour ne pas être trop en reste et passer pour de simples paillassons, la CGT et

FO ont décidé de boycotter, mais partiellement, ladite conférence. Uniquement mardi, pas lundi, quand Thierry Lepaon s'est rendu respectueusement à la réunion convoquée par Hollande, à « *huis clos* ». Bravo la transparence !

En dépit de ces demi-bouderies, les appareils syndicaux, au lieu de préparer la mobilisation d'ensemble des salariés, cherchent avant tout à se faire valoir comme interlocuteurs du patronat et du gouvernement.

Aux travailleurs d'entrer en scène !

En fait, les masques sont tombés depuis longtemps. Le ministre du travail, Michel Sapin, l'a exprimé à sa manière en déclarant dimanche que « *Notre amie c'est la finance : la bonne finance* », cette finance, qu'elle se prétende bonne ou mauvaise, dont Hollande prétendait être l'« *adversaire* » pendant sa campagne présidentielle. Le Fonds monétaire international (FMI) ne s'y est pas trompé, en encourageant Hollande à poursuivre sa politique d'austérité et d'aides aux capitalistes. Le FMI prévient pourtant que ces mesures pourraient rencontrer des résistances, que seul « *un dialogue social plus coopératif* » permettrait d'éviter.

Certains craignent donc à juste titre la réaction des travailleurs. Les grèves des cheminots, puis la lutte des intermittents et la grève de la SNCF, entre autres, montrent que les travailleurs n'ont pas l'intention de rester spectateurs de ce théâtre de guignol.

C'est en faisant converger leurs différentes luttes qui pour l'instant sont isolées, c'est sur leur terrain, dans la rue et dans la grève, que les travailleurs pourront contrer les attaques du patronat et du gouvernement. Pas dans les négociations au sommet, où c'est toujours la bourgeoisie qui tire les ficelles.

Fera-t-il travail ce week-end ?

Le samedi 5 et le dimanche 6 au soir (pour certains secteurs) ont été travaillés pour rattraper les quelques dizaines de C3 et DS3 non montées à causes de pannes d'installation en juin. Ça n'empêchera pas la direction de nous remettre au chômage partiel quand elle veut, comme le vendredi 6 juin.

Vendredi 4, une pétition à l'initiative des salariés a circulé contre les samedis travaillés. Une vingtaine de personnes de l'équipe 12, des B2, B3 et B5 sont allées en cortège l'apporter à la direction. Nouveau Contrat Social : 'y en a marre !

Marche ou crève

Un collègue cariste du B2, équipe 12 Montage, qui souffre d'hypertension s'est présenté à l'infirmerie suite à l'altercation avec un chef. Il a demandé à rentrer chez lui pour se soigner, malgré la gravité de son état la direction a refusé. Ce n'est que sous la menace d'appeler les secours que la direction l'a finalement laissé rentrer chez lui seul, sans appeler ni les pompiers, ni l'hôpital.

L'issue aurait pu être extrêmement grave, la direction en aurait été responsable.

Y a-t-il un pilote dans l'avion ?

Avec le passage en monogline, la direction a fait regrouper les pièces communes à tous les véhicules le week-end. Toutes les adresses ont été changées.

Au démarrage, lundi 30, B3 logistique, Système 1, il restait toutes les pièces de la semaine précédente aux anciennes adresses. Du coup, les palettes à livrer ne correspondaient plus aux adresses indiquées. Les pilotes couraient dans tous les sens et les caristes ont été obligés de trouver eux-mêmes les références des palettes sur un listing papier de quatre pages préparé par la direction.

Bonjour la pagaille, la direction n'est même pas capable de prévoir les effets de ses propres mesures.

On devrait lui botter le train

En logistique du B2 Système 1, équipe 22, la direction veut supprimer deux voire trois postes de caristes, sous prétexte de les remplacer par un seul poste pour le nouveau train APOLO.

Pour nous, la nouvelle organisation signifie non seulement des suppressions de postes, mais aussi les bouchons qui se multiplient et la sécurité qui passe à la trappe. Pas question d'accepter ça !

Tous menacés

Au CE de juin, la direction a confirmé que 210 postes de professionnels seraient supprimés. Hors de question que les CI ou les moniteurs retournent à la chaîne et qu'on s'habitue à la surcharge à tous les niveaux. Menacer les CI et moniteurs, c'est menacer les ouvriers.

Gare à la surchauffe

Ces derniers jours, la température a été élevée dans les ateliers. À part de l'eau tiède distribuée en fin de journée, PSA n'a augmenté aucune des deux pauses officielles pour récupérer.

Par ailleurs, la direction ne s'est pas donnée la peine de tenir compte de ceux qui font le choix de faire le Ramadan. Alors qu'elle sait qu'ils n'ont rien mangé depuis l'aube.

Pour éviter la déshydratation, comme disent les médecins : limitons tous nos efforts.

Prière de dégager loin

Après les abribus, la direction pollue les murs de l'usine de cartes de France qui indique les zones de mobilité « interne » où PSA recherche du monde.

La direction rapproche la propagande au plus près des postes qu'elle veut supprimer.

Imposons l'embauche en CDI pour chaque départ

Avec le plan senior, ceux de Rennes et d'Aulnay pourront quitter leur poste 5 ans plus tôt. Ils resteront salariés PSA, mais payés à 75 %. Dans les autres sites, ils auront droit à 3 ans, payés à 70 %. La direction veut les remplacer par des contrats de formation en alternance, financés par l'État, sans aucune garantie d'embauche.

Que les anciens veuillent partir le plus vite possible, quoi de plus normal ? Mais que PSA les remplace par des contrats précaires (et gratuits), pour ne pas embaucher, il n'en est pas question !

Ah ouais, y a pas d'argent ?

PSA-Dongfeng vient de décider officiellement de construire une 4^e usine en Chine. Le groupe aurait des problèmes financiers ? Pourtant les dirigeants de PSA trouvent du pognon quand il faut attaquer les parts de marché de ses concurrents. Profitant de la protection de la dictature chinoise, PSA espère exploiter des ouvriers payés 300 € par mois, pour 9 heures par jour, 6 jours sur 7. Pas sûr que tout se passe comme prévu car les travailleurs chinois prennent la bonne habitude de faire des grèves massives pour se défendre.

Ce que rapportent les plans de compétitivité

116 %, c'est l'augmentation de la fortune des Peugeot en douze mois, qui atteint ainsi 1,82 milliards. Un scandale quand on sait que la direction du groupe ne cesse de parler du « coût du travail » trop élevé. Voilà à quoi servent les soi-disant « efforts nécessaires » des plans de compétitivité. Un règlement de compte s'impose.